

LOT N° 2
RESPONSABILITES
CIVILES
(Y COMPRIS C.C.A.S.)

DESCRIPTION DU RISQUE	
-----------------------	--

SOUSCRIPTEUR DU CONTRAT	COMMUNE DE FORMIGUERES
NOMBRE D'HABITANTS	452
EFFECTIF	12 Agents
EFFECTIF CCAS	0
MASSE SALARIALE BRUTE TOTALE	305 000 €
BUDGET CCAS	Inférieur à 5 000€

ACTIVITES PRINCIPALES

Toutes activités de services municipaux (y compris C.C.A.S.) , notamment :

SERVICES ADMINISTRATIFS

- Administration et prestations de services municipaux
- Signataire de marchés publics passés avec des personnes de Droit Public telles que l'EDF/GDF, Conseil Général, Conseil Régional, DDA, DDE (routier et maritime) et La Poste et des personnes de Droit Privé
- Compétence en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, d'équipement rural, d'aménagement foncier et touristique conformément à la Loi du 23 juillet 1983 relative à la décentralisation
- Délivrance de permis de construire, de démolir, d'autorisations (de lotissement, de clôture, d'installation et de travaux divers, de camping et de stationnement de caravanes, de coupe et d'abattage d'arbres), de certificats d'urbanisme et de certificats de conformité, conformément à la Loi du 7 janvier 1983
- Mise en œuvre du droit de préemption conformément à la Loi n°85-729 du 18 juillet 1985 sur la mise en œuvre des principes d'aménagement, de locaux d'urbanisme et d'une façon générale, l'ensemble des compétences transférées (à compter du 01.01.96)
- Gestion d'immeubles
- Maîtrise d'ouvrages de bâtiments et travaux publics
- Service des espaces verts (tonte, élagage, débroussaillage, etc)
- Service de voirie (conception, aménagement et entretien des voies publiques)
- Service de déneigement
- Conception et aménagement et entretien des routes, chemins et autres voiries
- Les services techniques (bureau d'études) de la Collectivité sont amenés à exercer des activités de concepteur et de maître d'œuvre dans le cadre de travaux effectués pour le compte de la Mairie. Utilisation d'engins de chantier.
- Signalisation (routière et directionnelle), éclairage public
- Service d'archives municipales
- Entretien des cimetières
- Service de distribution des eaux
- Débroussaillage et prévention contre l'incendie qui incombe aux collectivités locales
- Office de tourisme
- Conventions "d'affouage sur pied" conclues avec des administrés de la Commune

ECOLES, SPORTS ET LOISIRS

- Bibliothèque municipale
- Ecoles primaires et maternelles
- Restaurant scolaire (sans fabrication des repas)
- Jardins et jeux d'enfants

- Salle des jeunes
- Classes vertes, de neige
- Animations périscolaires : durant le temps de la cantine, activités sportives au sein des équipements municipaux pouvant appeler des déplacements hors des locaux scolaires.
- Activités culturelles et de loisirs : semaines d'activités sportives ou culturelles organisées pendant les vacances scolaires avec ou sans déplacement hors de la Collectivité par groupe d'environ une vingtaine de jeunes et les encadrants.
- Établissements sportifs
- Terrain de sport, de jeux, de skate-board, de VTT
- Préparations et organisations de jumelages (déplacements des élus municipaux et des personnels de la Collectivité y compris à l'étranger)
- Déplacements occasionnels des élèves organisés par la Collectivité (des sorties et déplacements à l'étranger peuvent être organisés avec accompagnateurs)
- Organisation de manifestations publiques, culturelles et sportives (y compris sur la voie publique) : Salons, congrès, bals, carnivals, défilés, spectacles de plein air, etc.
- Organisation d'expositions d'œuvres d'art
- Braderies, expositions, marchés
- Tirs de feux d'artifice
- Podium environ 20 m²

ACTIVITES SOCIALES

- Centre Communal d'Action Social, assistante sociale
- Accueil et orientation des jeunes, Maison des Jeunes

ACTIVITES ARTISANALES, COMMERCIALES, INDUSTRIELLES

- Ateliers techniques municipaux
- Propriétaire de bâtiments loués (location par bail et crédit-bail) pour usages divers : habitation,

étant précisé que ces activités sont indicatives et non limitatives.

ACTIVITES ANNEXES ET CONNEXES

- les actions publicitaires et commerciales,
- tous travaux immobiliers et/ou de maîtrise d'ouvrage entrepris pour son propre compte, y compris lorsque l'assuré accomplit une mission de nature technique,
- la promotion et la gestion de son propre patrimoine et/ou de ses activités,
- le chargement, l'affrètement de moyens de transport, le transport par tous moyens, le déchargement ou le déménagement de matériels, produits, marchandises, outillages ou objets divers, effectués pour son propre compte,
- les travaux de réparation ou d'entretien effectués par les services de l'assuré, pour son propre compte,
- le prêt, la location, la consignation et le dépôt de tous biens mobiliers ou immobiliers, au personnel ou aux tiers,
- les diverses activités sociales, sportives, récréatives, éducatives sans exception, ainsi que l'organisation ou la gestion de sessions, réunions, manifestations, sorties collectives, services ou œuvres au profit de toutes personnes étant précisé que les participants ou bénéficiaires et notamment les membres du personnel et leur famille ont bien la qualité de tiers dans le cadre de ces activités,
- les actes d'assistance bénévole à titre de réciprocité ou non ou effectués sur réquisition,
- la formation professionnelle en faveur du personnel ou des tiers,
- la mise à disposition de personnels.

étant précisé que ces activités sont indicatives et non limitatives.

**ASSURANCE DES
RESPONSABILITES DE LA
COMMUNE
(y compris C.C.A.S.)**

II GARANTIES A ACCORDER OBLIGATOIREMENT DANS L'OFFRE

La rédaction des exclusions à préciser fait partie intégrante des critères de jugement.

Il sera apprécié une rédaction des garanties de type "Tous sauf".

La rédaction fera l'objet des critères de jugement.

- **LES GARANTIES SONT ACCORDEES POUR L'ENSEMBLE DES ACTIVITES PRINCIPALES ET ANNEXES OU CONNEXES DECRITES CI-AVANT.**
- **LE CONTRAT DOIT OBLIGATOIREMENT INCLURE LES GARANTIES ET CAPITAUX SUIVANTS :**

II.1 RESPONSABILITES CIVILES EXPLOITATION

Tous dommages confondus : 12 000 000 € dont

- ▣ Dommages matériels et immatériels consécutifs : 3 000 000 € par sinistre
- ▣ Dommages immatériels non consécutifs : 2 000 000 € par sinistre et par an
- ▣ Dommages matériels et immatériels dus à une atteinte à l'environnement : 2 000 000 € par sinistre et par an.

Inclure notamment :

- RC Biens confiés : 30 000 € par sinistre y compris RC Vestiaires 4 500 € par sinistre
- RC parkings
- RC dommages aux biens des préposés : 25 000 € par sinistre
- RC intoxications alimentaires : 2 000 000 € par sinistre
- RC faute inexcusable / RC faute intentionnelle : 2 000 000 € par sinistre
- RC maladies professionnelles (pour mémoire)
- RC essais professionnels, stages (pour mémoire)
- RC véhicules de tiers déplacés (pour mémoire)
- RC besoins du service (pour mémoire)
- RC vols par préposés : 25 000 € par sinistre
- Recours de l'Etat, actes de violence : 2 000 000 €
- RC à l'égard des élus et des délégués spéciaux par les articles L 2123-31, L 2123-33 du Code Général des Collectivités territoriales : 3 000 000 € par sinistre
- RC à l'égard des requis civils, sauveteurs, collaborateurs bénévoles
- RC Code de l'urbanisme, autorisation d'utilisation des sols, compétences transférées : 2 000 000 € par sinistre
- RC locaux occasionnels d'activités : 350 000 € par sinistre
- RC Maître d'Ouvrage (pour mémoire)

II.2 RESPONSABILITES CIVILES APRES LIVRAISON

Tous dommages confondus : 3 000 000 € dont

- Dommages immatériels non consécutifs : 2 000 000 €

II.3 DEFENSE ET RECOURS

- 30 000 € par litige

II.4 TERRITORIALITE

- Les garanties s'appliquent aux dommages survenus dans le Monde entier étant précisé que la Commune de FORMIGUERES n'a pas d'établissement permanent à l'étranger.

II.5 REPRISE DU PASSE

- Même capitaux que pour les autres garanties.
- D'après les dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances (Loi n° 2003-706 du 1/08/2003), le contrat appliquera le quatrième alinéa de l'article. Voir rédaction détaillée ci-après au Chapitre II CONVENTIONS.

II.6 GARANTIE SUBSEQUENTE

- La durée de la garantie est fixée à 5 ans après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

II.7 FRANCHISE. LE MONTANT DES FRANCHISES FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION DANS LES CRITERES DE JUGEMENT

- Dommages corporels : sans franchise
- Autres dommages : A déterminer par l'assureur

II.8 EXCLUSIONS - LA REDACTION FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE JUGEMENT

- Les exclusions sont à préciser par l'assureur.

III OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE A ACCORDER OBLIGATOIREMENT DANS L'OFFRE
--

III.1 DES PERSONNES

- du Maire, des adjoints et conseillers municipaux, des délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions,
- du Président et des Administrateurs du C.C.A.S.
- du Directeur général des services dans l'exercice de ses fonctions,
- des agents placés sous l'autorité de la Commune de FORMIGUERES dans l'exercice de leurs fonctions y compris lorsque ces personnes effectuent des stages, des remplacements dans d'autres structures que celles de la Ville de FORMIGUERES,
- des stagiaires placés sous l'autorité de la Commune de FORMIGUERES dans le cadre de conventions de stages conclues avec des Universités, des écoles et/ou des établissements d'enseignement,
- du Centre Communal d'Action sociale et de son personnel,
- des personnes participant à un service public intercommunal,
- de tout civil requis par la Commune de FORMIGUERES afin de prévenir ou de faire cesser les accidents, fléaux et calamités,
- de tout collaborateur bénévole prêtant son concours à la Commune de FORMIGUERES et notamment les chantiers jeunes,
- des personnes non rémunérées directement par la Commune de FORMIGUERES et notamment celles agissant dans le cadre de travaux d'utilité collective, de contrats emploi-formation ou d'activités similaires,
- des personnes dont la Commune de FORMIGUERES a la garde ou placées sous sa responsabilité et dont il pourrait répondre à quelque titre que ce soit, ces personnes gardant la qualité de tiers entre elles,
- des préposés de l'assuré, du fait d'événements concernant leur vie privée survenus à l'étranger au cours de séjours professionnels n'excédant pas trois mois consécutifs,
- des personnes physiques ou morales, autres que celles désignées ci-avant, propriétaires ou maîtres d'ouvrage des biens servant ou destinés à l'exploitation des activités de l'assuré,
Sont notamment compris dans cette définition les sociétés de crédit-bail en leur seule qualité de propriétaires des biens précités ou encore les sociétés immobilières créées pour les besoins de l'assuré, ainsi que leur(s) représentant(s) légal (aux).

et d'une façon générale, du fait de toute personne dont la Commune de FORMIGUERES serait reconnue responsable.

III.2 DES BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS

- des immeubles et autres ouvrages d'art et/ou de génie civil dont la Commune de FORMIGUERES est propriétaire ou dont elle pourrait avoir la garde et l'entretien à quelque titre que se soit,
- des biens meubles propriétés de la Commune de FORMIGUERES ou dont elle pourrait avoir la garde à quelque titre que se soit,

- des animaux (y compris dressés)
- de tout véhicule conduit en fourrière
- des véhicules et embarcations réquisitionnés pour le compte de la Commune de FORMIGUERES à l'occasion d'incendie, d'inondation et de tout accident ou fléau calamiteux. Sont également garantis les dommages subis par ces véhicules et embarcations.
- des véhicules ou engins terrestres non automoteurs,
- des véhicules ou engins utilisés à poste fixe comme outils (la responsabilité civile "Automobile" est garantie par contrat distinct)
- des embarcations destinées au transport de 10 (dix) personnes au plus.

**IV CONVENTIONS PARTICULIERES SOUHAITEES
QUI FERONT L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE JUGEMENT**

Pour l'application des garanties, on entend par :

ANNEE D'ASSURANCE

La période égale ou inférieure à douze mois consécutifs entre :

- la date d'effet du contrat et la première échéance principale
- deux échéances principales
- la dernière échéance principale et la date de cessation définitive des garanties du contrat y compris par conséquent la période de garantie subséquente.

ASSURE

VILLE DE FORMIGUERES Souscripteur.

ASSUREUR

La société d'assurance telle que désignée aux conditions particulières qui délivre le contrat. En cas de coassurance, elle agit également au nom et pour le compte des coassureurs désignés par ailleurs dans la limite de leur engagement.

AUTRUI

Toute personne autre que les assurés tels que définis ci-dessus.

Il est précisé que les assurés sont tiers entre eux, sauf pour les "autres dommages immatériels" qu'ils pourraient se causer.

BIENS CONFIES

Bien appartenant à autrui, confié, loué ou détenu à quelque titre que ce soit par l'assuré, ou les personnes dont il est civilement responsable, à l'exclusion :

- des espèces, billets de banque, titres et valeurs ;
- des bijoux, pierres précieuses et perles fines, orfèvrerie et argenterie, objets en matières ou métaux précieux ;
- des fourrures et dentelles, les étoffes anciennes ;
- des lingots en métaux précieux.

DOMMAGES

Dommages corporels : Toute atteinte corporelle à un être humain.

Dommages matériels : Toute détérioration, destruction ou disparition (y compris par suite de vol) d'un bien quelconque.

Dommages immatériels consécutifs : Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, de la perte d'un bénéfice, directement consécutif à la survenance de Dommages Corporels ou Matériels garantis par le présent contrat.

Dommages immatériels non consécutifs : Tout préjudice résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien ou de la perte d'un bénéfice, en l'absence de Dommages Corporels ou de Dommages Matériels. Sont également considérés comme Dommages Immatériels non Consécutifs, les Dommages Immatériels Consécutifs à un Dommage Corporel ou à un Dommage Matériel non couvert par le contrat.

DUREE DE LA GARANTIE ET REPRISE DU PASSE INCONNU

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa

date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à un minimum de cinq ans.

ESSAIS PROFESSIONNELS - STAGES

Cette garantie concerne la responsabilité que la COMMUNE DE FORMIGUERES pourrait encourir du fait des dommages corporels dont pourraient être victimes :

- les personnes effectuant, sous son contrôle ou pour son compte, un essai professionnel rémunéré ou non. Cette garantie ne s'exerce que pour autant que la législation sur les accidents du travail ne soit pas, en la circonstance applicable ;
- les stagiaires rémunérés ou non qui effectuent des séjours dans ses différents services.

FAIT GENERATEUR

L'acte, l'action, l'inaction de l'Assuré, le fonctionnement, le non-fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par la VILLE DE FORMIGUERES souscripteur et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

FAUTE INEXCUSABLE ET FAUTE INTENTIONNELLE

La garantie est acquise pour :

- Le paiement des cotisations supplémentaires et l'indemnisation complémentaire de la victime prévues par les articles L 452-1 et suivants du Code de la Sécurité sociale. Cette extension concerne les accidents du travail et maladies professionnelles dont pourraient être victimes les préposés à la suite de la faute inexcusable d'une personne ayant ou non la qualité de représentant légal de la VILLE DE FORMIGUERES.
Par ailleurs, la compagnie d'assurance assume la défense des représentants légaux et des personnes s'ils se sont substitués, pour les actions menées contre eux en vue d'établir leur faute inexcusable. Cette garantie vaut également pour les poursuites intentées devant les juridictions répressives pour homicide ou blessures involontaires sur la personne d'un préposé à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.
- Les recours intentés contre la société d'assurance prise en tant que commettant civilement responsable d'un préjudice subi par un préposé dans l'exercice de ses fonctions et causé par la faute intentionnelle d'un autre préposé.

FRANCHISE

Part que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre, qui ne vient pas en déduction du montant de la garantie.

LIVRAISONS

La remise à autrui par l'assuré ou ses préposés d'un bien ou l'achèvement des travaux ou prestations, dès lors que cette remise ou cet achèvement donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user en dehors de tout contrôle ou intervention de leur part.

Il est précisé qu'il y a bien livraison au sens de l'alinéa précédent, même si les biens ou travaux donnent lieu à réserves ou font l'objet d'un travail de maintenance.

MALADIES PROFESSIONNELLES NON CLASSEES

Cette garantie porte sur les conséquences pécuniaires des recours exercés contre la VILLE DE FORMIGUERES par les salariés ou leurs ayants droits, à la suite de maladies ou affections contractées pendant le service et ne figurant pas aux tableaux officiels des maladies professionnelles ouvrant droit à indemnisation par la Sécurité Sociale.

RECOURS DE L'ETAT, ACTES DE VIOLENCE

Cette garantie porte sur les recours que l'Etat pourrait exercer en vertu de l'Ordonnance 59-76 du 7/1/1959 en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'Etat prêtant leurs concours pour l'exécution d'un service de police municipale.

RESPONSABILITE CIVILE A EGARD DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Soit les responsabilités instituées notamment l'article L 5211-15 (du Code des Collectivités territoriales).

RESPONSABILITE CIVILE A L'EGARD DES REQUIS CIVILS, SAUVETEURS ET COLLABORATEURS BENEVOLES

Soit les responsabilités relatives aux dommages subis par les civils requis par la VILLE DE FORMIGUERES, les sauveteurs et les collaborateurs bénévoles lui prêtant leur concours.

SINISTRE

L'un ou l'autre des événements suivants :

- toute réclamation amiable ou judiciaire formulée par autrui à la suite d'un fait ou d'un événement dommageable susceptible d'entraîner la garantie de l'assureur aux termes du présent contrat
- toute réclamation faite par l'assuré d'un fait ou d'un événement susceptible d'entraîner contre lui une réclamation de nature à relever des garanties du présent contrat.

Il est convenu que constituent un seul et même sinistre toutes les réclamations d'un même fait générateur, quel que soit leur échelonnement dans le temps, dont la date sera celle de la première réclamation ou de la première déclaration.

SOUSCRIPTEUR

La personne physique ou morale désignée sous ce nom aux conditions particulières qui contracte avec l'assureur et s'engage au paiement des primes.